



PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 2 juin 2005 mettant en demeure
la société RONEO de communiquer à
l'inspection des installations classées la
déclaration des émissions polluantes 2004
pour son établissement de NOYON

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

Vu le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1991 autorisant la société RONEO à exploiter une usine de fabrication de mobilier métallique à NOYON ;

Vu le rapport du 24 mai 2005 de l'inspecteur des installations classées ;

Considérant que la société RONEO n'a pas transmis sa déclaration dans le délai fixé à l'article 2 de l'arrêté du 24 décembre 2002, malgré la relance faite par courrier du 7 avril 2005,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société RONEO dont le siège est chemin des prêtres, B.P.48, 60402 à NOYON , est mise en demeure de communiquer à l'inspection des installations classées la déclaration des émissions polluantes 2004 pour l'établissement qu'elle exploite à NOYON, conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 décembre 2002 dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de carence de l'exploitant, les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'Environnement susvisé, pourront être appliquées à son encontre, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous -préfet de Compiègne, le maire de Noyon, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 2 juin 2005

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS